

[Texte]

Mr. Schellenberger: Right. It is accountable for its grant.

My last question is on a different subject, but because we will be away from Parliament for a month I think it is important. It is on the Constitution.

The first preliminary meeting was held. It is my understanding that the federal government went without a position to that conference, that they had no draft papers prepared. Some of the feeling was that it would be very difficult for Ottawa, in fact, to get prepared by the March conference.

My question to the minister is, is he preparing those papers? Or is it the minister's position that he will continue to go to the conferences without any position, and only be an observer?

Mr. Munro (Hamilton East): Mr. Chairman, first, I am told still that the AFN have not been involved yet. I think that has limited the federal government. I also think we have been addressing agenda items in the procedures as opposed to substance, up to now. It has been FPR officials and my officials; it has not had involvement at the political level yet. I guess we are approaching that situation. I am going to be briefed, as other ministers are, very shortly.

So Mr. Chairman, can I have Mr. Ian Cowie, who has been one of the officials, advise the committee on where we are right now?

The Chairman: Sure.

Mr. Cowie: Mr. Chairman, Mr. Schellenberger, in fact there have been three meetings of officials: all provincial governments, the two territorial governments, the federal government represented by the Secretary for Federal-Provincial Relations, Mr. Gerard Payeux. In terms of native participation, the Inuit and the Métis and non-status national organizations are participating in the process to date. The Assembly of First Nations has had observers present at the three meetings.

You are correct that the federal government has not "tabled positions." The three meetings to date have been devoted to the development of the agenda. The process that the parties have been going through has been to take a fairly large number of items that were put on the table by the two native associations, try and group those, and try and come up with a manageable agenda for the March 1, 1983, ministers' conference.

The process will move to the political level towards the end of January. Then, of course, the March 15 . . . March 16 first ministers' conference will be the actual political negotiation forum.

Mr. Schellenberger: Have you any indication when the AFN will start to participate, other than as an observer?

Mr. Cowie: The formal indication that we have had from the Assembly of First Nations is that they will be participating at the March meeting. We have not had any indication from

[Traduction]

M. Schellenberger: En effet. La société doit rendre compte de sa subvention.

Ma dernière question porte sur un sujet différent, mais étant donné que nous ne siégerons pas pendant un mois, je la juge importante. Il s'agit de la constitution.

La première séance préliminaire a eu lieu et, si j'ai bien compris, le gouvernement fédéral s'est présenté sans avoir pris position, sans avoir préparé de projet de document. On a eu l'impression qu'il serait très difficile qu'Ottawa se prépare pour la conférence de mars.

Je demande donc au ministre s'il est en train de préparer ces documents. Ou s'il juge qu'il peut continuer à se présenter à ces conférences sans prendre position, seulement à titre d'observateur?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur le président, on m'indique tout d'abord que l'Assemblée des Premières nations n'a pas encore participé. Je crois que cela a quelque peu limité l'action du gouvernement fédéral. J'estime d'autre part que nous nous sommes occupés jusqu'ici de points de l'ordre du jour plutôt que du fond. Les fonctionnaires du Bureau des relations fédérales-provinciales et les miens se sont réunis sans que l'on n'intervienne encore au niveau politique. Nous y arrivons. Je dois être informé, comme d'autres ministres, très rapidement.

Donc, monsieur le président, puis-je demander à M. Ian Cowie, qui est un de ces fonctionnaires, de donner au Comité un aperçu de la situation actuelle?

Le président: Certainement.

M. Cowie: Monsieur le président, monsieur Schellenberger, il y a en fait eu trois réunions de fonctionnaires: tous les gouvernements provinciaux, les deux gouvernements territoriaux, le gouvernement fédéral, représenté par le secrétaire aux Relations fédérales-provinciales, M. Gérard Payeux. Pour ce qui est de la participation des autochtones, les organismes nationaux représentant les Indiens, les Métis et les Indiens de fait participent tous jusqu'ici. L'Assemblée des Premières nations a envoyé des observateurs à ces trois réunions.

Vous aviez raison de dire que le gouvernement fédéral n'avait pas déposé une position. Les trois réunions ont jusqu'ici été consacrées à l'élaboration d'un ordre du jour. Il s'est agi d'envisager un nombre assez important de points présentés par les deux associations autochtones et d'essayer de les regrouper, de proposer un ordre du jour possible pour la conférence des ministres prévue pour le 1^{er} mars 1983.

On atteindra l'échelon politique vers la fin de janvier. Ensuite, évidemment, c'est à la conférence des premiers ministres du 15 . . . du 16 mars qu'auront lieu les véritables négociations politiques.

M. Schellenberger: Avez-vous une idée du moment où l'Assemblée des Premières nations commencera à participer à un autre titre que celui d'observateur?

M. Cowie: Officiellement, l'assemblée nous a déclaré qu'elle participerait à la réunion de mars. Il ne semble pas qu'elle souhaite assister à aucune des réunions préparatoires.